



49
la force syndicale

Force Ouvrière
LE SYNDICAT LIBRE ET INDÉPENDANT

☐ [HTTP://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049](http://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049)

☎ 02-41-74-53-04

fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr

inFO 26 : spécial défense du réseau

FO DGFIP 49, le syndicat qui défend le réseau, et respecte le mandat !

**Tous les centres et services des Finances Publiques doivent être maintenus
avec l'intégralité de leurs missions !**

**Arsenal
ANTI-DGFIP**

- Suppression des effectifs
- Réduction des horaires d'ouverture au public
- Spécialisation
- Retenue à la source
- Réforme(s) territoriale(s)
- Obligation de télédéclaration...

**FO DGFIP 49 fidèle au mandat
donné lors des dernières élections (extrait du mandat) :**

« Défense du réseau et de l'outil de travail : la section FO DGFIP 49 à chaque suppression de site, a écrit à tous les maires du département pour les alerter et les inciter à prendre les délibérations nécessaires contre la destruction du réseau financier et fiscal. (SIE, SIP, SPF, CDIF, Trésoreries...) voir notre site internet, rubrique mobilisation. Pour FO DGFIP 49 prendre ses responsabilités, c'est combattre et ne pas se contenter de simples déclarations d'intention lors des CTL. »

Depuis le CTL du 27 avril annonçant les restructurations les représentants des sections **FO DGFIP 49** et **FO Finances 49** ont été reçus par :

Le 28 avril - Le maire et le conseiller départemental des PONTS de CE
- Le maire du LOUROUX BÉCONNAIS

Le 29 avril - Le Conseiller Départemental, maire de SEGRE

Le 30 avril - Le maire de CANDÉ

Le 04 mai - Le maire de POUANCÉ

Le 06 mai - Le maire du LION d'ANGERS
- Le Conseiller départemental de TRÉLAZÉ

Le 11 mai - L'adjoint au maire de MÛRS-ÉRIGNÉ
- La Vice Présidente du Conseil Départemental, maire de Saint Michel et Chanveaux

Le 15 mai - Le Député de Maine-et-Loire M. GOUA

Prendre ses responsabilités c'est être présent sur le terrain et ne pas faire semblant, lettres et rencontres avec les élus, prises de contact avec les collègues concernés, pétitions à la signature des citoyens dans les communes avec l'aide des commerçants...

**Lors de nos entrevues, les élus nous ont indiqué ne pas avoir été contacté
par la Direction Départementale des Finances Publiques de Maine-et-Loire
sur les suppressions envisagées.**

FO DGFIP 49 met tout en œuvre pour maintenir les trésoreries et services du département. Avant les élections départementales, une délégation du syndicat **Force Ouvrière** a été reçue par le conseiller général sortant des Ponts de Cé et avait obtenu son soutien.

Suite à nos démarches, les quatre nouveaux conseillers départementaux des cantons des Ponts de Cé et Trélazé ont adressé un courrier au préfet demandant le maintien du centre des Ponts de Cé.

Retrouvez plus d'infos sur notre site (lettre des conseillers départementaux, vœux, pétition...).

Extrait de leur lettre : « **Nous sommes contre la fermeture de ce centre de recouvrement de l'impôt (...) les contribuables de nos cantons devraient alors ce déplacer à la Cité administrative d'Angers qui est déjà surchargée et difficile d'accès notamment en terme de parking (...) Ce sont plus de 270 personnes qui y sont accueillies par jour en périodes d'échéances, (...)** Cette suppression aggraverait l'accueil des contribuables actuellement rattachés aux Ponts de Cé (...) et amplifiera la dégradation de l'accueil et des services de la Cité administrative d'Angers »

Depuis, le conseil municipal des Ponts de Cé a pris position contre la fermeture.

« **Je souhaite également interpeler les communes du canton afin qu'un vœu identique à celui des Ponts-de-Cé soit pris en conseil Municipal.** ». C'est en ces termes que **M. Pavillon**, Conseiller départemental du canton s'est adressé par email le 12 mai à **FO DGFIP 49**.

Des pétitions mises à disposition des contribuables dans les mairies pour signatures reçoivent un écho favorable au sein de la population. D'autres initiatives locales sont prévues (diffusions et signatures sur les marchés).

Les élus ont été sensibles aux arguments développés par les représentants **Force Ouvrière**. Certains d'entre eux se sont d'ores et déjà engagés à prendre des délibérations en conseil municipal voire au sein des communautés de communes. **La balle est dans leur camp !**

Si les services publics ont un coût, la démocratie n'a pas de prix !

La mise en œuvre des « communes Nouvelles », les réaménagements territoriaux sous l'égide du préfet avant le vote de la **loi NOTRe** (création de 8 nouvelles intercommunalités au lieu des 30 actuellement) soulèvent de fortes inquiétudes du côté des élus quant au maintien de leurs compétences et de la démocratie de proximité. Tous s'inquiètent de la disparition des services publics. Là un bureau de poste, ici une trésorerie ou une gendarmerie, ailleurs une fermeture de classe ou d'école. Dans ce contexte, les postes du Lion et de Chateaufort seront-ils maintenus ? De plus, la spécialisation des trésoreries (Doué, Montrevault, Le Lion...) n'est-elle pas le signe avant coureur de l'externalisation des missions, la mort du réseau de l'ex Trésor Public ?

Sous la houlette de l'Union Européenne pour satisfaire les marchés, Hollande, son gouvernement et ses supplétifs s'exécutent. Pour justifier ce programme de démantèlement de la République, des acquis sociaux et des services publics, l'argument avancé est toujours celui de la dette publique, du déficit budgétaire et de la dépense publique... Plus que jamais nous avons besoin des services publics porteurs des valeurs d'égalité, de neutralité, de laïcité, de continuité mais aussi de proximité.

MALGRE CE QUE LAISSE CROIRE M. BÉREAU, RIEN N'EST FAIT.....

Contrairement aux arguments avancés par la direction et aux bruits qu'elle souhaite voir propager dans l'ensemble du réseau, les jeux ne sont pas faits. Il existe d'autres solutions que celle d'accepter son plan de liquidation des services (publicité foncière, pôle CE, trésoreries...). Cette méthode bien connue a pour objectif "d'encamisoler" toute contestation pour faire adhérer avec fatalité les agents, les élus, les citoyens au projet.

..... ET IL Y A LOIN DE LA COUPE AUX LEVRES !

La vérité nous vient des agents des PONTs de CE et de CANDE qui ont tous signé un vœu exigeant le maintien de leur site,

La vérité nous vient des élus qui se sont déjà positionnés contre les fermetures,

La vérité nous vient de la population qui signe massivement les pétitions.

Aujourd'hui comme hier, FO DGFIP 49 mettra tout en œuvre pour défendre l'intégralité des sites de la DDFIP et leurs missions.

Les seuls combats qu'on est sûr de perdre sont ceux qu'on n'engage pas !



Nom : _____ Prénom : _____
Grade : _____
Affectation : _____
Déclare vouloir adhérer au Syndicat FO DGFIP
Fait à _____ le _____ Signature : _____
(66% est en crédit d'impôts)